

« Voir ce qu'il y a dans les têtes des politiciens »

Un collectif d'acteurs de la société civile, dont Serge Kollwelter est le porte-parole, a présenté hier son « Wahlprüfsteng », une liste de sujets à considérer avant les élections législatives.

Entretien avec notre journaliste
Morgan Kervestin

En quoi consiste le « Wahlprüfsteng » ?

Serge Kollwelter : « Wahlprüfsteng » vient de l'allemand et la traduction "références pour le vote" n'est pas tout à fait exacte. Ce sont des organisations de la société civile qui invitent les électeurs à voir ce que disent les différents partis sur certains sujets. Nous ne disons pas aux électeurs pour qui il faut voter, mais nous voulons attirer l'attention sur le contenu. Parce que nous avons l'impression que la campagne électorale consiste en des têtes que l'on voit partout, mais, nous, on veut voir ce qu'il y a dans les têtes des politiciens, car c'est flou. Donc, on a cette ambition, peut-être un peu utopique, de prendre le temps d'étudier les projets, les perspectives. Ce sont des questions essentielles pour la cohésion de la société que nous posons, pour lesquelles nous n'avons pas de recettes ni de recommandations, mais nous avons le souci que ces sujets fassent partie du choix de vote. Car l'électeur a un double vote : il vote pour lui et pour la société.

Quels sont les sujets qui méritent le plus d'attention à vos yeux ?

On parle notamment des sujets comme la gouvernance, la sauvegarde de la planète et les questions pour avoir une société juste étant donné qu'on a une société où 100 000 personnes vivent avec un risque de pauvreté.

100 000 pour un pays qui, par ailleurs, se flatte d'être un pays riche. Il l'est, mais la question est de savoir qui est riche ? Et que font les riches pour les pauvres ? Cela vaut aussi par rapport à la transparence et à la vigilance auxquelles

doivent se soumettre les sociétés luxembourgeoises, notamment celles de la place financière. La fiscalité est tout à fait injuste, les individus payent beaucoup plus d'impôts que les sociétés, donc tout cela sonne faux. Il y a aussi le logement et les loyers qui montent à l'infini. Parmi nous, il y a des gens confrontés à ces problèmes tous les jours. Les réfugiés, par exemple, restent dans les structures, car il n'y a pas moyen d'avoir un logement. Et là encore, les différentes propositions des partis ne sont pas vraiment présentes. Il y a trop de gens qui pro-

fitent de la pénurie pendant que la plupart de la population souffre. La spéculation, ça rapporte et ça empêche d'avoir une offensive pour réformer le logement. Il n'y a qu'à voir le taux de logements sociaux qui est de 2%, voire 3% seulement.

Élargir le droit de vote est aussi un de vos sujets ?

Si on considère que le vote est un moyen pour que le peuple puisse s'exprimer et que dans une démocratie, c'est l'arc le plus noble dit-on, alors, dans ce contexte, ce n'est pas normal que la moitié de la population soit exclue. Et c'est compter sans les frontaliers. Certes, ils ne sont pas résidents, mais ils font partie de notre société. Pour cela, nous préconisons par exemple que les jeunes apprennent à se connaître de chaque côté des frontières. Pourquoi ne pas imaginer que chaque lycée luxembourgeois ait un partenariat avec un lycée de la région frontalière ? Parce que demain, ils vont se retrouver sur ce terrain économique et ils vont continuer à s'ignorer. Pour la perception qu'ils ont les uns des autres, il y a moyen de faire mieux. Car on ne fait rien.

Par rapport aux communales, l'enjeu de ces élections est plus important pour vous ?

Ce sont des questions essentielles pour la cohésion de la société



Une mobilisation symbolique a été organisée devant la Chambre des députés.

Oui, en partie, car il y a les élections européennes en perspective l'année prochaine et le Parlement que l'on va élire possède un rôle très important au niveau européen également. Ici, les électeurs ont un accès plus facile au parlement national qu'au Parlement européen, mais c'est un organe tout aussi essentiel et ce lien-là est absent du débat national. Quels sont les mandats que nos députés

donnent à nos ministres lors d'un Conseil des ministres ? Est-ce que la Chambre sait ce que notre ministre des Affaires étrangères ou notre ministre de l'Agriculture vont y défendre ? Parce qu'il y a une déconnexion entre le niveau national et le niveau européen. Aux Pays-Bas, par exemple, le ministre au Conseil européen possède un mandat de son Parlement et il lui rend des comptes.

Dix composantes de la société civile

Les thématiques abordées par le « Wahlprüfsteng » ont été choisies par dix composantes de la société civile : l'ASTI, Caritas, le Cercle de coopération, CID Fraen an Gender, Forum Culture(s), Friddens- a Solidaritätsplattform, Initiative pour un

devoir de vigilance, Koalitioun Wunnrecht, One Planet et Votum Klima. Disponible sur le site ronnendesch.lu, ce travail collaboratif a été présenté devant la Chambre des députés hier à Luxembourg et a été envoyé aux partis par la même occasion.

Pollution : le Luxembourg refuse le compromis

Le ministre de l'Économie, Franz Fayot, s'est rendu à Bruxelles hier pour participer au Conseil « Compétitivité ». Les ministres étaient appelés à entériner, entre autres, un accord du Conseil sur la proposition de règlement pour les nouvelles normes d'émissions automobiles pour les véhicules en Europe (Euro7).

Directement lié aux objectifs du Pacte vert, visant à faire de l'Europe le premier continent neutre pour le climat d'ici 2050, ce règlement concerne le secteur des transports avec comme double objectif d'améliorer non seulement l'impact environnemental, mais également de réduire les effets nocifs des émissions polluantes sur la santé des citoyens. Tel que proposé par la Commission,

le texte de cette nouvelle réglementation européenne visait non seulement les émissions d'échappement, mais introduisait également les seuils pour les émissions de particules provenant des freins et des pneus.

Or, lors des négociations au Conseil, une majorité d'États membres ont souhaité revenir aux exigences initiales de la précédente norme Euro6 – réduisant ainsi substantiellement le degré d'ambition. Une situation que semble ne pas apprécier Franz Fayot. « Entre la compétitivité pour le secteur automobile, l'environnement et la santé de nos citoyens, particulièrement les enfants, notre choix ira toujours vers la santé », a-t-il précisé lors de ce rendez-vous. Le ministre a rappelé que les voitures à engins combustibles mises en vente en 2035 pollueront encore pendant des décennies notre atmosphère et qu'il est indispensable d'être plus ambitieux au niveau des standards. C'est pourquoi le Luxembourg n'a pas pu soutenir le compromis présenté par la présidence espagnole du Conseil, qui a toutefois été adopté avec une majorité d'États membres en sa faveur, précise le communiqué de presse du ministère de l'Économie. Les négociations se poursuivront désormais avec le Parlement européen en vue de trouver un accord final avant les élections européennes de juin 2024.



Franz Fayot a rappelé la position ferme du Grand-Duché.

ÉDITORIAL

de notre journaliste
David Marques
dmarques@lequotidien.lu



Ça se bouscule au portillon

Ils étaient neuf en 2013, dix en 2018 et, donc, douze en 2023. Le nombre de partis qui se présentent aux législatives continue d'augmenter. Cette fragmentation est certainement positive d'un point de vue démocratique. En même temps, l'apparition de nouveaux groupuscules complique la mission de l'électeur, mais aussi, après le scrutin, l'établissement d'un rapport de force clair à la Chambre. Une autre tendance inquiétante réside dans le fait que les nouvelles formations politiques présentent, en partie, des tendances nationalistes, extrémistes ou populistes.

Finalement, la question est de savoir si et dans quelle mesure les plus petits parmi les partis en lice vont peser lors du scrutin. Avec Fokus et Liberté-Fräiheet, ils ne sont que deux à présenter des listes de candidats complètes dans les quatre circonscriptions électorales du pays. En théorie, ce sont les formations emmenées par Frank Engel, l'ex-président du CSV, et Roy Reding, l'ex-député de l'ADR, qui devraient avoir une chance de décrocher un siège de député. Pour les autres, y compris le KPL, fondé en 1921, la tâche s'annonce bien plus compliquée, d'autant plus que les

communistes n'ont réussi à former que trois listes. En 2018, le score de 1,27 % s'était déjà avéré largement insuffisant pour revenir au Parlement.

Le même sort pourrait toutefois être réservé à Fokus et Liberté. Le premier n'a pas du tout pesé lors des communales en juin. Les sondages lui prédisent aussi un très faible score à l'échelle nationale. Le second se fait jusqu'à présent davantage remarquer pour des querelles entre candidats que pour son contenu politique. En attendant, il semble acquis que Volt et déi Konservativ, avec deux listes chacun, dont une partielle, vont signer un score très marginal.

On ne peut néanmoins pas exclure que les voix récoltées par les plus petits auront un impact sur les plus grands partis. DP, LSAP, déi gréng ou CSV pourraient rater l'un ou l'autre siège en raison de l'éparpillement des suffrages. C'est davantage le cas encore pour l'ADR, qui se fait concurrencer par Liberté et déi Konservativ. Ça se bouscule, donc, au portillon, avec à la clé une prochaine majorité gouvernementale qui n'hériterait que d'une courte majorité, peu importe si deux ou trois partis s'allient.